

Réseaux sociaux et déchets solides dans les villes gabonaises

Corine Ada¹

Résumé.— Cet article sur les réseaux sociaux de la filière des déchets solides urbains au Gabon met en lumière les relations entre différents acteurs. L'organisation en réseaux de ces acteurs révèle des insuffisances. Le cloisonnement des acteurs du secteur informel, l'absence de cadre juridique et l'insuffisance des ressources financières limite l'action des organisations non gouvernementales et des associations locales. L'Etat et les prestataires privés ont développé depuis les années 1970 des relations fortes qui les maintiennent au centre du système. Les organisations internationales apportent une aide technique et financière dans la réalisation des projets et soutiennent l'Etat et les municipalités dans la définition du cadre institutionnel. Une précision des rôles de chaque acteur concerné et une meilleure collaboration entre ceux-ci est indispensable pour l'avenir du système déchets urbains au Gabon.

Mots-clés.— Réseaux sociaux. Déchets solides. Villes, Gabon. Secteur informel.

Abstract.— This paper describes the relationship between different actors regarding urban solid waste in Gabon. This research demonstrates the insufficiencies and limitations of organizational networks in such regards, including in relation to non-governmental organizations (NGOs) and local associations. The state and service providers have ongoing relationships that are at the center of, and hence control, the urban solid waste system.

Keywords.— Social network, Solid waste, Urbanization, Gabon, Informal sector

Les principaux centres urbains du Gabon font face à des problèmes d'insalubrité et de pollution car les systèmes de gestion des déchets solides sont marqués par des dysfonctionnements importants. Avec la mise en œuvre des processus de démocratisation et de décentralisation depuis le début des années 1990, la gestion des villes se déroule dans un contexte différent qui demeure fragile.

Nous allons identifier les acteurs sociaux qui sont au cœur du système de gestion des déchets solides urbains et examiner l'organisation en réseaux de ces acteurs. Il n'existe pas d'organisations humaines sans réseaux sociaux (circulation, échanges) ou physiques (irrigation, réseau hydrographique). Nous tenterons ici de mettre en relation l'analyse géographique du traitement des déchets solides urbains au Gabon², par l'observation des relations sociales qui lui sont indissociables.

1. Doctorante, UMR ESPACE, Montpellier. L'auteur tient à remercier Anne Cadoret et Henry Bakis pour leurs conseils pour la rédaction de ce texte.

LES RÉSEAUX SOCIAUX

La notion de «réseau social» (*social network*) fait sa première apparition dans un article de l'anthropologue britannique John A. Barnes. Depuis, le recours à la notion de réseau pour désigner des ensembles de relations entre des personnes ou entre des groupes sociaux s'est largement répandu dans les sciences sociales³. Un réseau social peut être défini comme un ensemble d'unités sociales⁴ et de relations que ces unités sociales entretiennent les unes avec les autres, directement ou indirectement. Les relations entre les éléments désignent des formes d'interactions sociales : transactions monétaires, échanges de biens ou de services, participation à un intérêt commun, etc.

La question des réseaux sociaux a notamment été posée par des géographes (Bakis, 1993; Offner, Pumain, 1996) dans le contexte des rapports de ces réseaux avec le territoire. L'étude des réseaux sociaux constitue une approche géographique permettant d'analyser l'organisation sociospatiale.

La proximité géographique augmente les possibilités de relations, même si les technologies de l'information et de la communication permettent aujourd'hui de nouvelles proximités (Bakis, 2001). D'autre part, le territoire peut engendrer la proximité sociale, par l'intermédiaire de la création progressive de liens et de repères communs vis-à-vis d'un territoire. Ceci peut aboutir, par exemple, au sentiment de solidarité entre expatriés d'une même région. Enfin, partager un même espace signifie aussi partager des ressources communes, qui peuvent être les transports en commun, les réseaux de communication, les services, les équipements. Le partage de ces ressources engendre une socialisation pouvant passer par des débats ou des conflits, eux-mêmes créateurs de nouvelles relations. Selon le mode de vie urbain ou rural par exemple, le mode de socialisation engendrera des rapports différents au territoire : relations individuelles, fondées sur une appartenance à une collectivité (école, club, parti politique, entreprise) et dépendant de l'inscription spatiale de l'activité des individus; relations à l'intérieur d'un groupe familial ou ethnique où les rapports au territoire sont surdéterminés par l'organisation du groupe.

Les réseaux sociaux sont intimement liés, par ailleurs, aux réseaux techniques, eux-mêmes intimement liés au territoire.

RÉSEAUX SOCIAUX ET DÉCHETS SOLIDES URBAINS AU GABON

Les acteurs du secteur formel

Tout au long de la filière de gestion des déchets solides urbains, de la pré-collecte à la mise en décharge, différents acteurs se mobilisent : les institutions

2. Entreprise dans notre thèse (en cours).

3. Voir dans ce numéro de *Netcom*: Cadoret Anne, «De la légitimité d'une géographie des réseaux sociaux. La géographie des réseaux sociaux au service d'une géographie des conflits» (NDLR).

4. Individus, groupes informels, organisations formelles telles : associations, entreprises, etc.

publiques, les ménages, les sociétés de prestations, les organisations internationales et régionales, les associations et les organisations non gouvernementales (ONG) locales.

Des relations très anciennes et fortes sont tissées entre l'État et les entreprises privés de gestion des déchets solides, notamment à Libreville et Port-Gentil. La planification et la gestion de la ville sont essentiellement assurées par deux administrations au Gabon. L'administration centrale avec des services étatiques intervenant chacun à un ou plusieurs niveaux du processus de gestion ou de planification du développement de la ville. L'administration municipale organisée autour des services techniques, œuvrant beaucoup plus dans la gestion que dans la planification du développement urbain.

Avec la loi de décentralisation de 1996, les communes ont été dotées de pouvoirs plus grands sur les plans administratifs, économiques, financiers, sociaux et culturels. Elles organisent la collecte et le traitement des ordures ménagères et des autres déchets municipaux (marché public). L'État et les collectivités locales interviennent en amont (organisation du service: réglementation, partenariat et convention avec les entreprises privées) et en aval (financement et contrôle). Depuis les années 1970, la collecte et la mise en décharge des déchets solides des villes de Libreville et Port-Gentil ont toujours été réalisées sous contrat avec des entreprises privées. Avec les années 1990, la naissance de plusieurs autres entreprises spécialisées a mis fin au monopole de la Société gabonaise d'assainissement (SGA) à Libreville. Cinq entreprises privées se partageaient la collecte des ordures ménagères et autres déchets solides pris en charge par la municipalité dans la capitale jusqu'en 2001. Mais, depuis, c'est autour de la Société de valorisation des ordures du Gabon (SOVOG) que s'est reconstitué un nouveau monopole, même si, malgré la loi de décentralisation, l'État et ses services spécialisés continuent de jouer un rôle central.

Dans les quartiers résidentiels et de standing moyen, la collecte des ordures ménagères par les services publics et privés est bien assurée. Les problèmes d'insalubrité causés par les dépôts anarchiques ne se posent pratiquement pas. C'est dans les quartiers précaires que les déchets solides non collectés sont à l'origine de l'insalubrité qui ne cesse de s'accroître depuis le début des années 1990. L'inaccessibilité dans certains de ces quartiers limite le travail des sociétés privées sous contrat avec l'État. Cette situation révèle l'échec des politiques de collecte des déchets dans les villes. C'est dans ce contexte que des acteurs qui par le passé ne se faisaient nullement entendre sur les questions environnementales dans les villes ont pris peu à peu de la place, dans le réseau du traitement des déchets notamment. Il s'agit des associations, des organisations non gouvernementales (ONG) locales et sous-régionales. Ce phénomène révèle un important dysfonctionnement des services publics et privés et n'affecte que les deux grandes villes du pays, à savoir, Libreville et Port-Gentil. Dans les autres villes, cette ferveur est inexistante.

D'autres relations entre les différents acteurs se développent également.

Les organisations internationales appuient les États et les municipalités dans la définition du cadre institutionnel de la gestion des déchets. Elles apportent,

sous plusieurs formes (technique et financière), leur collaboration à la gestion des problèmes environnementaux dans les villes. C'est le cas du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). En novembre 2004 a été officiellement lancé dans un quartier de Libreville le projet⁵ «Gestion urbaine partagée des déchets solides à Libreville». Cette cérémonie s'est déroulée en présence du maire de la capitale, des ministres de l'Environnement et des Finances et de la représentante du PNUD. À cette occasion, un lot de matériel et d'équipement⁶ a été remis en présence des populations locales.

La Banque mondiale, quant à elle, encourage la privatisation du secteur des déchets dans les grandes villes de l'Afrique subsaharienne, car les systèmes étatiques ont montré leurs limites dans la gestion de ces questions. Ce souhait s'inscrit également dans la vision de réduire les dépenses des États africains dans le cadre de la mise en œuvre des plans d'ajustement structurels. Le plan cadre des Nations unies pour l'aide au développement (UNDAF) apporte son soutien par la formulation et l'application des stratégies nationales axées sur le développement durable, afin d'arrêter et de réparer les dommages causés aux ressources environnementales. Les ONG internationales recrutent surtout du personnel expatrié.

Les organisations régionales et sous-régionales travaillent dans le domaine des déchets, mais certaines ne sont pas actives au Gabon où pourtant elles seraient bien utiles. C'est le cas, par exemple, du Partenariat pour le développement municipal (PDM), dont la collaboration avec les acteurs gabonais reste embryonnaire et se fait ici dans le cadre du Réseau africain *Waste*. Celui-ci est un réseau de professionnels de la gestion des déchets solides. Il a pour objectif de favoriser la réflexion et l'action des acteurs africains pour concevoir et mettre en pratique une politique réaliste de gestion durable des déchets dans les villes africaines, selon les principes de la déclaration d'Abidjan⁷. L'*African Waste Net* concerne de fait l'ensemble des acteurs africains impliqués dans la gestion des déchets dans les villes d'Afrique, à savoir : les acteurs municipaux, les acteurs privés, communautaires et associatifs, les experts et les chercheurs⁸.

5. <http://www.mirror.undp.org/gabon/environnement.htm> Environnement, 21 novembre 2005.

6. 50 brouettes, râtaux et pelles, 81 combinaisons et 81 imperméables, 500 masques anti-poussière, 81 bottes, 75 gants, 30 000 sacs-poubelles, 5 chariots.

7. Lors du séminaire d'Abidjan, organisé par le Partenariat pour le développement municipal (PDM), le Programme pour l'eau et l'assainissement (PEA Afrique) et l'Institut africain de gestion urbaine (IAGU) en février 1996, la communauté des élus locaux et des experts africains a constaté que les politiques et les pratiques prévalant jusqu'ici dans la gestion des déchets des villes africaines ne garantissaient ni le fonctionnement ni le renouvellement du système. À l'issue de ces réflexions, des principes ont été énoncés pour le renouvellement des approches, et consignés dans la Déclaration d'Abidjan du 16 février 1996. Pour l'application de ces principes, les acteurs en présence ont pris la résolution de constituer un réseau professionnel sous-régional, le Réseau africain des professionnels de la gestion des déchets solides, ou de façon plus concise en anglais, *African Waste Net*. Le PDM a été mandaté pour la mise en œuvre d'*African Waste Net* et lui fournir aujourd'hui une existence légale.

8. <http://www.pdm-net.org/Newsite/french/dechets.htm>, «Gestion des déchets en Afrique: African Waste Net.

Le PDM⁹ résulte d'un partenariat mis en place en 1991 entre les autorités africaines et la communauté des bailleurs de fonds pour soutenir les politiques de décentralisation et de renforcement des capacités des collectivités locales en Afrique. Le PDM assure deux fonctions : un pôle de référence et d'appui institutionnel et un programme de projets et services

Les programmes du PDM sont :

- l'appui aux politiques nationales de décentralisation et relance de l'aménagement du territoire en Afrique
- l'appui aux associations de pouvoirs locaux
- économie et finances locales
- ressources humaines des collectivités locales
- appui à la fourniture des services urbains aux populations : c'est le programme en rapport direct avec notre étude car il vise la mise en place de stratégies et d'outils pour une gestion durable des déchets, la réinscription des collectivités locales dans la gestion de l'eau, de l'assainissement et de l'énergie, etc.

L'Institut africain de gestion urbaine (IAGU), créé en 1987, dans la foulée des activités de l'Association internationale des maires francophones (AIMF), a pour principale mission d'appuyer les municipalités et les autorités des villes de l'Afrique de l'Ouest et du Centre dans le renforcement de leurs capacités de planification et de gestion urbaine. L'IAGU assiste en permanence les villes africaines dans l'élaboration, la formulation et la mise en œuvre des stratégies et des politiques environnementales intersectorielles en vue d'apporter des solutions durables aux problèmes de gestion urbaine¹⁰.

En 2001, le ministère de la Planification de la programmation, du Développement et de l'Aménagement du territoire a confié à l'IAGU la réalisation d'une étude sur la gestion de l'environnement urbain au Gabon avec pour objectif d'apporter un diagnostic sur les conditions sanitaires et l'environnement urbain et de réfléchir aux orientations à prendre pour améliorer la situation actuelle. Cette étude¹¹ a été menée en collaboration avec le PAPSUT (Projet d'ajustement et de planification des secteurs urbains et des transports).

L'ADIE (Association pour le développement de l'information environnementale) est une association sous-régionale de droit gabonais. L'accès à l'information dans les pays d'Afrique centrale se pose avec acuité. C'est pour faire face à ce handicap que les gouvernements et certains partenaires au développement ont conjointement mis en place le Programme régional de gestion de l'information environnementale (PRGIE) exécuté par l'ADIE. Sa mission est de développer des outils facilitant la circulation, la diffusion et la valorisation de l'information environnementale. Elle a démarré ses activités de manière effective en 1998 après avoir passé plusieurs conventions de financement avec de nombreux bailleurs bilatéraux

9. <http://www.pdm-net.org/Newsite/french/pdm/programmes.htm>, Programmes du PDM.

10. <http://www.iagu.org/about.asp>.

11. PAPSUT, IAGU, La gestion de l'environnement urbain, Urbaplan SA, Libreville, 2001, 87. p.

et multilatéraux dont: l'Union européenne, la Banque mondiale, la coopération belge, la coopération suédoise, l'Agence canadienne pour le développement international (ACDI), etc. En 2001, l'ADIE, parmi diverses activités, a développé des systèmes d'information urbaine pour les villes de notre étude.

Les associations et ONG locales. Les activités associatives et syndicales sont régies par la loi 35/62. En ce qui concerne le cadre juridique, il n'existe pas de textes qui reconnaissent le mouvement des ONG au Gabon. Elles sont assujetties également à cette loi. Les responsables de ces organisations sont d'origine socio-professionnelle différente. L'ONG Eden, par exemple, est dirigée par une femme¹², qui est la représentante-pays du *African Waste Net*. L'Agli est présidée par un commerçant de nationalité syro-libanaise.

Les associations gabonaises qui œuvrent dans le domaine de l'environnement en général ont la plupart été créées à partir de l'année 2000, hormis les Amis du Pangolin (ADP) qui est une des plus anciennes associations de protection de l'environnement au Gabon et une des plus présentes sur le terrain. Celle-ci édite, depuis 1991, le journal environnemental *Le Cri du pangolin*. Trois associations seulement sont spécialisées dans les questions d'insalubrité et d'assainissement¹³: l'AGLI (Association gabonaise de lutte contre l'insalubrité), l'ALP (Association Libreville propre) et l'EDEN (Éducation pour la défense de la nature).

Ces associations et ONG ont des moyens techniques, matériels et humains insuffisants et sont très souvent contraintes de travailler en collaboration entre elles et avec les sociétés privées de prestations ou les services techniques municipaux¹⁴. Ces opérations non ponctuelles ont lieu dans les quartiers précaires du centre ou de la périphérie. Elles concernent principalement la collecte des ordures ménagères qui forment des dépôts sauvages dans les rues. Ce sont de jeunes homes et femmes (lycéens et étudiants) qui travaillent pour le compte des associations et ONG locales. Ils perçoivent occasionnellement quelques émoluments, mais la plupart sont des bénévoles. Certains les ont intégrées à la fin de leurs études en attendant de trouver un emploi. Il serait intéressant que des retraités, des cadres et des dirigeants d'entreprises parrainent ces petites structures. Il faut une véritable conscience collective pour former une société civile forte.

Les associations gabonaises n'ont pas de financement régulier et à la hauteur des activités qu'elles mettent en place. Elles ne sont pas subventionnées par l'État, sinon très modestement et de manière aléatoire. Les membres et sympathisants ne

12. Elle est fonctionnaire au ministère de l'Environnement

13. À Lomé au Togo, il existe actuellement plusieurs regroupements de jeunes qui opèrent dans la précollecte des ordures ménagères. On y dénombre près d'une centaine d'associations spécialisées dans la question des déchets. Le fossé est énorme quand on compare avec le nombre d'associations gabonaises qui exercent dans le domaine. D'après http://www.ipsnews.net/fr/_note.asp?idnews=1532, février 2006.

14. Guy-R. Mabicka, «Sovog et les ong Agli et Face à demain curent les caniveaux à Akébé-Poteau», *L'Union*, n° 8595, du 24 août 2004.

cotisent pratiquement pas. Les financements proviennent en partie des dirigeants. Certains responsables entrepreneurs parviennent à faire financer les activités de leur association par des sociétés privées. Ainsi Total Gabon appuie les ONG gabonaises, surtout dans le domaine de la sensibilisation du public.

Pourtant cette aide est prévue par la loi de finance au Gabon. C'est la Direction générale de l'Environnement qui est chargée de son exécution. Les pouvoirs publics disent collaborer avec les associations et les ONG locales, mais cela reste encore trop souvent à l'état de discours. Cette collaboration est ponctuelle et très faible. On la remarque lors de la célébration de la Journée mondiale de l'environnement où il est demandé aux ONG et associations locales de participer à des conférences et à des travaux de nettoyage des espaces publics.

La vie associative dans les domaines de l'environnement et du développement ne fait pas encore partie des priorités des Gabonais. Le nombre d'associations et d'ONG le révèle. Tant que les associations et les ONG locales ne disposeront pas d'une véritable autonomie financière et d'un personnel plus qualifié leur permettant de mener à bien les projets, leur impact sur le terrain restera insignifiant face à l'ampleur des problèmes. «Le mouvement associatif et les organisations communautaires de base sont très peu développés dans les villes gabonaises qui ne disposent pratiquement pas de tradition collective»¹⁵.

Les ménages sont en amont de la filière des ordures ménagères, car ils en sont les principaux producteurs. Le respect des normes d'hygiène (dans les pratiques de précollecte et de collecte), des heures de ramassage et du matériel de collecte mis à leur disposition dans les lieux fixes dépend de leur bonne volonté et également de leurs conditions de vie. Avec le développement des mouvements associatifs et des ONG locales, les ménages ont trouvé une écoute, un cadre où ils peuvent plus librement exprimer leurs attentes envers les autres acteurs. Les ménages se tournent également vers les mairies d'arrondissement pour y exposer leurs souhaits et leurs craintes. Ces mairies manquent très souvent de moyens matériels, humains et financiers pour apporter des solutions mêmes temporaires.

Le tableau 1 donne la liste des différents acteurs du secteur formel.



Photo - Nettoyage de canalisations obstruées par des déchets solides (terre, végétaux, etc.). Quartier Sotéga, Libreville. Cliché Corine Ada Nzougbe, août 2004.

15. Institut africain de gestion urbaine, *La gestion de l'environnement urbain, Projet d'ajustement et de planification des secteurs urbain et des transports*. Lausanne, Libreville, janvier 2001, p. 29.

<i>Tableau 1. Les acteurs des déchets solides urbains dans le secteur formel</i>
Les départements ministériels
Services techniques municipaux
Organismes internationaux
Organisation sous-régionale et régionale
Prestataires privés
Entreprises ou sociétés de production
Ménages
Associations et ONG locales
<i>Source: Corine Ada Nzougbe, 2006.</i>

Les acteurs du secteur informel et le recyclage des déchets

La valorisation est le mode d'exploitation des déchets qui vise à les transformer pour les réintroduire dans le circuit économique (réutilisation et recyclage)¹⁶. La valorisation des déchets solides urbains au Gabon fait l'objet d'une organisation particulière au sein du secteur informel. Cette filière n'est pas un fait nouveau dans le paysage urbain. Elle a pris toute son ampleur dans les grandes villes du pays. On peut distinguer trois catégories d'acteurs.

Les récupérateurs. La récupération est une activité très ancienne notamment en Europe occidentale. En France, les activités de récupération se sont maintenues jusqu'au XIX^e siècle. En effet, le 24 novembre 1883, l'arrêté signé par Eugène Poubelle qui exigeait de se munir d'un récipient pour la collecte des ordures ménagères (les premières poubelles) provoqua un tollé général de la part des propriétaires astreints à de nouvelles charges, des concierges contraints de se réveiller plus tôt pour effectuer des tâches supplémentaires, et surtout des chiffonniers (appelés aujourd'hui récupérateurs) menacés de perdre leur gagne-pain¹⁷.

Face à l'ampleur de la crise économique et sociale qui sévit dans de nombreux pays africains, on assiste depuis deux décennies à un véritable boom du secteur informel. D'Abidjan à Dakar en passant par Yaoundé ces milliers d'inventeurs de petits métiers scrutent les besoins de la vie quotidienne afin d'y répondre par des stratégies leur permettant de survivre (Zoa, 1996). Les activités informelles de gestion des déchets solides urbains s'amplifient avec l'aggravation des nouvelles formes de pauvreté. La récupération au Gabon est étroitement liée à la vie urbaine.

Pendant longtemps, ce sont surtout quelques malades mentaux ou les étrangers qui étaient majoritairement les plus actifs dans la récupération des déchets solides¹⁸ au Gabon. On les voyait errer dans les dépôts sauvages d'ordures et dans les décharges publiques. Aujourd'hui ces premiers récupérateurs sont rejoints par les citoyens de tout âge et de toute origine ethnique. À Libreville, hommes, femmes et adolescents vont à la « chasse » aux déchets solides dans les décharges publiques, mais également dans les dépôts sauvages disséminés à travers la capitale. À la

16. Voir : Ademe <http://www.ademe.fr>.

17. DE SILGUY Catherine (1998). *Histoire des hommes et de leurs ordures : du Moyen-Âge à nos jours*, Paris : Le Cherche-Midi.

18. Avec une population étrangère estimée entre 15% et 20%, le Gabon est un pays d'immigration. Cela s'explique par le déficit quantitatif et qualitatif en main-d'œuvre nationale. Au cours des années 1970, grâce au pétrole principalement, le Gabon a été considéré comme un eldorado africain attirant par milliers les étrangers à la recherche de travail. La situation politique dans certains pays limitrophes a aussi provoqué de forts flux migratoires. Le pourcentage d'étrangers est passé de 4,7 en 1960 à 15 en 1993.

décharge publique de Mindoubé, dès l'arrivée des camions de collecte, les récupérateurs se ruent sur les déchets pendant que le camion décharge encore son chargement. Ces récupérateurs sont :

- des enfants de la rue dont le nombre ne cesse de croître suite à la crise de la famille urbaine. La fouille des poubelles s'offre comme une solution de survie pour ces adolescents en marge du circuit scolaire ;

- des Gabonais adultes qui «brisent aujourd'hui les tabous, transcendent les préjugés, détruisent le mythe du déchet nauséabond dont on s'éloigne» (Zoa, 1996, p. 137). Les employés municipaux eux-mêmes n'hésitent pas à sélectionner ce qui les intéresse parmi les déchets pendant leur temps de travail ;

- des migrants de l'Afrique de l'Ouest. Dans les villes gabonaises, la filière du recyclage artisanal et informel des déchets solides urbains est sous le contrôle des ressortissants de l'Afrique de l'Ouest, de la récupération jusqu'à la mise en valeur des déchets solides.

Les personnes qui travaillent dans la récupération se spécialisent très généralement dans la collecte d'un seul type de déchets solides. On observe également une spécialisation selon la nationalité (Longa-Makinda, 1999, p. 221). Ainsi, les récupérateurs de nationalité malienne et nigérienne collectent les déchets en aluminium (vieilles casseroles, blocs moteurs en alliage d'aluminium, etc.). Les Nigériens sont très présents dans la casse automobile par la mise en pièces détachées de vieilles carcasses de véhicules hors d'état de fonctionner. C'est ainsi que «le récupérateur s'établit dans un système de relations et d'échanges où l'esprit de profit s'impose» (Zoa, 1996).

Certains collectent les déchets solides directement dans les entreprises ou dans les quartiers résidentiels où ils nouent des contacts avec les employés domestiques. La récupération peut être pratiquée provisoirement ou périodiquement. C'est le cas des élèves qui pendant les vacances ramassent tous les objets en caoutchouc. De même, les agents de ramassage des ordures pratiquent la récupération pendant leurs heures de travail, en triant parmi les déchets urbains, des objets encore réutilisables. Il y a aussi des personnes au chômage en attente d'un emploi plus valorisant.

Les revendeurs achètent les déchets récupérés pour les revendre à ceux qui vont les réintroduire dans le circuit économique.

Les transformateurs se limitent, parfois, à un simple nettoyage des déchets (chaussures, sacs, vêtements, bouteilles plastiques...).

Les produits provenant de la valorisation des déchets solides sont présents sur les marchés et satisfont les citoyens des villes gabonaises. Bien que sachant l'origine de ces marchandises (casseroles, ustensiles de cuisine...), les populations manifestent un engouement à s'en procurer car ils sont bon marché par rapport aux biens importés d'Asie ou d'Europe. Pourtant, les «fouilleurs de poubelles» sont considérés encore aujourd'hui comme des marginaux.

Ces trois catégories d'acteurs travaillent individuellement ou en groupes. L'esprit de solidarité renaît dans ces stratégies de survie. On peut observer des

petites « entreprises familiales », où adultes et enfants s'impliquent. Les ateliers sont implantés dans les quartiers pauvres où l'habitat et l'occupation des terrains restent informels. Ces structures ne sont que très rarement contrôlées par les services publics d'hygiène comme par ceux des ministères chargés du commerce et de l'artisanat. Les pouvoirs publics ne portent pas assez d'attention à ces activités. Des mesures de contrôle et de répression s'imposent car, d'après les spécialistes¹⁹, il est dangereux pour la santé d'utiliser certains déchets recyclés et réintroduits sur les marchés (exemple : les casseroles en aluminium).

Tableau 2. Les acteurs de la gestion des déchets solides urbains dans le secteur informel

Acteurs	Activités
Fouilleur et récupérateur	Collecte des déchets dans les décharges publiques et également dans les décharges sauvages, les bacs et bennes à ordures
Revendeur	Revente des déchets aux particuliers et aux petites entreprises artisanales de type familial et autres
Transformateur	Fabrication artisanale de nouveaux biens avec des produits de récupération
<i>Source: Anne-Sidonie ZOA, 1996</i>	

Les associations et les ONG locales, ainsi que les organisations internationales et régionales, ne travaillent pas en collaboration avec les acteurs du secteur informel. La filière informelle présente une structure interne bien organisée. Les différentes activités sont étroitement liées les unes aux autres.

La figure 1 montre la situation actuelle des réseaux sociaux de déchets solides dans la capitale. En effet, le cas de Libreville est le seul qui révèle la diversité des acteurs et des relations qui se tissent. L'État à travers les différents services qu'il offre reste l'acteur principal même si la situation actuelle révèle ses difficultés à faire face durablement à la question des déchets solides urbains. Il entretient depuis toujours des relations très fortes avec les prestataires privés qui eux aussi jouent un rôle majeur dans le système déchet. Les acteurs du secteur informel ne sont pas si isolés que l'on pourrait le penser. Les organisations internationale et régionale collaborent en partie avec l'État.

CONCLUSION

L'organisation des acteurs en réseaux telle qu'elle se présente aujourd'hui est la conséquence des changements intervenus sur le plan politique, économique, social et culturel national.

19. D'après Gilbert Samedi, directeur de l'Institut d'hygiène publique et d'assainissement, les matériaux utilisés pour la fabrication de ces ustensiles proviennent de vieilles tôles galvanisées ou de l'aluminium (vieilles batteries, vieux radiateurs de voitures et divers autres produits d'alliage) Ces matériaux à base de plomb, de zinc, de cadmium, de sélénium et parfois d'uranium constituent un réel danger pour la santé des populations.

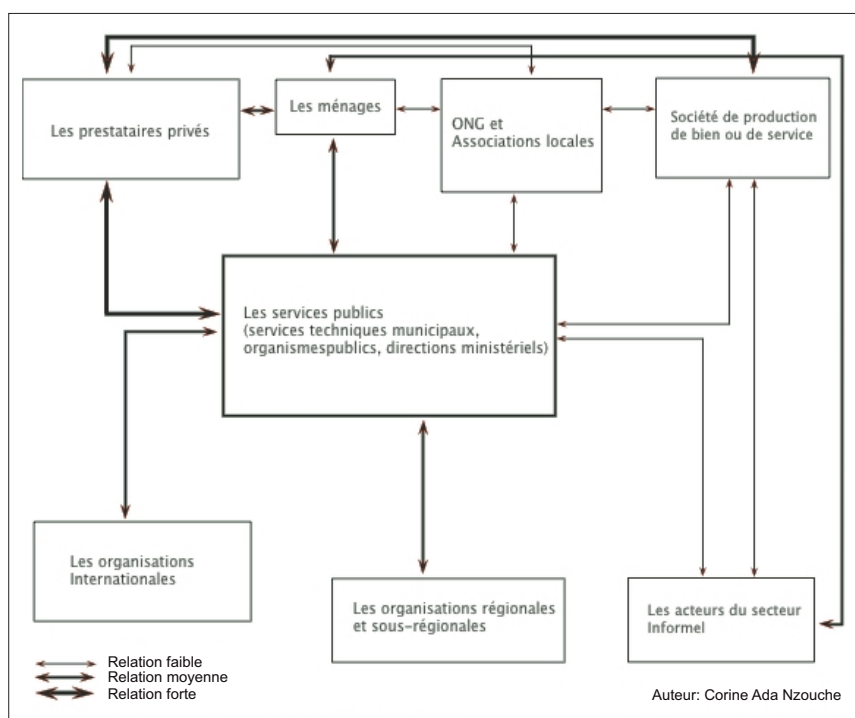


Figure 1. Réseaux sociaux et déchets solides à libreville (source Corine Ada nzouche)

Les politiques urbaines de traitement des déchets au Gabon mettent l'accent sur l'augmentation de la collecte des ordures ménagères notamment dans les quartiers pauvres. La valorisation des déchets vient en second plan. Cela favorise le développement des activités informelles de recyclage des déchets. C'est également une réponse aux nombreux dysfonctionnement des services publics et privés. Les transformations observées au niveau des réseaux sociaux ne sont pas encore suffisantes pour pouvoir contribuer à résoudre durablement les problèmes posés par les déchets solides dans les villes.

RÉFÉRENCES

- BAKIS Henry (1993). *Les Réseaux et leurs enjeux sociaux*. Paris : Presses Universitaires de France, coll. « Que sais-je? », 128 p.
- BAKIS Henry (2001). « Réseaux sociaux de la communication culturelle et territoires ». *Bulletin de l'Association de Géographes français, Géographies*, 78^e année, n° 1, p. 5-10.
- BARNES John A.. « Class and committiees in a norwegian island Parish ». *Human Relations*, p. 39- 58.

- CROZIER Michel (2000). *À quoi sert la sociologie des organisations?* Paris: S. Arslam, 352 p.
- DE SILGUY Catherine (1998). *Histoire des hommes et de leurs ordures, du Moyen-Âge à nos jours*, Paris: Le Cherche Midi.
- LEMIEUX Vincent, OUMET Mathieu (2004). *L'Analyse structurale des réseaux sociaux*. Paris: Éd. de l'IQRC, coll. «Méthodes des sciences humaines».
- LONGA-MAKINDA Nanette (1999). *Structures spatiales et activités informelles dans cinq quartiers de Libreville*. Bordeaux: Université de Bordeaux III, thèse de doctorat en géographie, 397 p.
- MABICKA Guy-Roger (2004), «Sovog, les ONG Agli et Face à demain curent les caniveaux à Akébé – Poteau». *L'Union*, n° 8595, du 24 août.
- MERCKLÉ Pierre (2004). *Sociologie des réseaux*. Paris: La Découverte, coll. «Repères».
- OFFNER Jean-Marc, PUMAIN Denise (1996). *Réseaux et territoires, significations croisées*. La Tour d'Aigues: Éd. de l'Aube.
- ZOA Anne-Sidonie (1996). *Les Ordures à Yaoundé: urbanisation, environnement et politique au Cameroun*. Paris: L'Harmattan.